



et les

autres?



NUMÉRO
SPÉCIAL

#100

LE JOURNAL DE LA FONDATION ABBÉ PIERRE #100



25 ans
d'actions



FONDATION
Abbé Pierre

juillet 2018 | 1€



08.
25 ans
d'actions



15.
**« Car il s'agit bien
de volonté politique pour
venir à bout de la misère »**

Sommaire

04. La Fondation **agit**
« Je remercie ceux qui ont changé ma vie. »

13. La Fondation **analyse**
« Tais-toi et fais ! »

15. La Fondation **réagit**
**« Car il s'agit bien de volonté politique
pour venir à bout de la misère. »**

16. La Fondation **observe**
**1956 – 2018 : le combat contre
le mal-logement.**

18. **Avec** la Fondation
Ikea France, Edouard Leclerc... :
des partenariats exemplaires.

20. La Fondation **se souvient**
En mémoire :
« L'urgence est aux partages. »

« et les autres ? » est édité par la **Fondation Abbé Pierre** pour le Logement des défavorisés:
3, rue de Romainville – 75019 Paris – Tél. : 01 55 56 37 00 – www.fondation-abbe-pierre.fr

ISSN : n° 1245-3420. Publication trimestrielle Commission paritaire n° 0523 H 89713.

Abonnement annuel : 4 €, prix au numéro : 1 € / **Service Donateurs : 01 55 56 37 25 /**

Président : Laurent Desmard / **Directeur de la publication :** Christophe Robert / **Directeur de la rédaction :**

Jean-Pierre Gilles / **Rédacteur en chef :** Yves Colin / **Secrétaire de rédaction :** Delphine Picard /

Journaliste : Delphine Picard / **Maquette :** Tiens Donc ! / **Impression :** Orient express,

6, rue Bezout 75014 – Paris / **Routage :** France Routage – 2, av. Gutenberg 77600 Bussy-St-Georges /

Ce numéro comporte un encart sur une partie de la diffusion. © Couverture : FAP - photos : Ljubisa Danilovic,
Pierre Faure, Sébastien Godefroy.



Édito

À PLUS D'UN TITRE



« Et les Autres ? » : c'est la question que posait systématiquement l'abbé Pierre dès que l'un d'entre nous venait lui apprendre qu'une famille était relogée, qu'une personne avait trouvé de l'aide ou que telle action à l'international avait porté ses fruits.

Je crois pouvoir dire que ces quelques mots résument à eux seuls toute sa vie et tous les combats qu'il a portés. Plus qu'une devise, ils ont donné sens au moindre de ses actes, si bien qu'en 1984, il choisit d'en faire sa signature.

C'est donc tout naturellement que la Fondation les a repris pour intituler son journal trimestriel. Un journal qui vous est adressé depuis le 1^{er} juin 1992, et qui illustre combien la solidarité et la fraternité peuvent vaincre la misère.

Un journal qui célèbre aujourd'hui son 100^e numéro en revenant sur 25 ans d'actions en faveur des personnes mal logées. Dans cette édition spéciale, vous pourrez découvrir des témoignages d'hommes et de femmes dont la vie a changé grâce à votre générosité. En le lisant, je pense que vous serez tout autant convaincus que moi que tendre la main au plus faible, c'est le rendre plus fort. Et c'est devenir plus fort ensemble.

L'Abbé savait mieux que personne demander de l'aide pour porter secours à ceux qui en avaient besoin. Avec vous, chers amis et chers donateurs, nous continuons d'agir en ce sens. Et à répondre à l'interpellation de notre fondateur, comme ce journal le fait depuis 25 ans.

Laurent Desmard,
Président de la Fondation Abbé Pierre



« Tendre la main au plus faible, c'est le rendre plus fort. Et c'est devenir plus fort ensemble. »



➔ Premier numéro du journal « Et les Autres ? », paru en juin 1992.



SOS Taudis

**« Je remercie ceux
qui ont changé ma vie »**

Nouvelles fenêtres, nouveau poêle et surtout création d'une salle de bains...

Denise, 84 ans, n'en revient pas.

« Avoir de l'eau chaude et des toilettes à la maison, ça change la vie ! Avant, je me lavais dans une baignoire, je faisais chauffer l'eau. »

Avant, c'était il y a un peu plus d'un an.

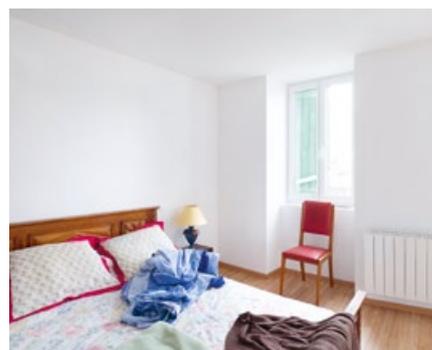
Dans ces conditions austères, Denise a élevé 9 enfants qui ont grandi dans la maison où elle est née et qui fut achetée par son grand-père. « Pour les toilettes, il y avait un trou au fond du jardin, je passais presque la matinée à laver tous les enfants. Mon mari travaillait dans la vigne, c'était son métier et ça lui prenait tout son temps, il n'a jamais rien fait à la maison, sauf des peintures. »

Un an de travaux a permis de rénover entièrement la maison située au Douhet, petit bourg à 10 km de Saintes (17). Assainissement, isolation, mise aux normes de l'électricité devenue dangereuse, pose de cloisons pour séparer les chambres et créer la salle d'eau... Des changements d'envergure qui



Grâce à cette rénovation, la propriétaire a réduit de 100 euros/mois ses dépenses énergétiques

n'ont pas trop perturbé Denise dont les moyens sont très modestes. « La maison a beaucoup changé, mais je la connais ! Maintenant, c'est plus confortable et je fais des économies de chauffage ; j'ai du parquet partout, c'est beau. Mes petits-enfants ont demandé à tout peindre en blanc parce que c'était très sombre avant, ça me plaît beaucoup ! C'est eux qui m'ont offert la cuisine. Maintenant, j'ai un four électrique et même un micro-ondes. Je ne pensais pas avoir un jour un tel confort. Je remercie tous ceux qui m'ont permis de changer ma vie comme ça. »



Du suivi et de la présence

Pour Hatéis Habitat, l'association rochelaise qui a monté l'opération, l'ampleur des travaux a demandé un suivi approfondi : « Dans le cadre de l'éradication de l'habitat indigne, nous intervenons pour moitié auprès de personnes âgées souvent en perte d'autonomie, ce qui demande d'être très présent. La maison de Denise était un gros dossier. Les fenêtres ne fermaient plus, le poêle fuyait, il y avait du plomb dans les peintures. Nous avons sollicité beaucoup de subventions. Je suis allé plusieurs fois au domicile pour valider les travaux à faire, monter le dossier avec l'Anah, le Département, la CAF ; expliquer chaque étape à la propriétaire ainsi qu'à deux de ses enfants qui ont financé également une partie des travaux. Grâce à cette rénovation, la propriétaire a réduit de 100 euros/mois ses dépenses énergétiques », précise Rémi Poisbleau, technicien chez Hatéis Habitat.

Depuis 2016, Hatéis a pris en charge quinze chantiers de réhabilitation de logements très dégradés en Charente-Maritime avec le soutien financier du programme « SOS Taudis » de la Fondation, programme qui compte plus de 100 partenaires. ■



Toits d'Abord

« Une qualité irréprochable »

C'est avec ces mots que Carole qualifie le logement dans lequel elle s'est installée il y a deux ans à peine.

« Je me suis séparée du père de ma fille et j'ai vécu dans un appartement insalubre. Il y avait des moisissures été comme hiver et c'était très mal isolé. J'avais fait une demande de logement social à Soliha mais je n'ai pas eu de proposition avant 2016. Quand j'ai vu le bâtiment, j'ai dit oui tout de suite. J'ai emménagé en juillet 2016, une semaine avant l'entrée en petite section de ma fille. »

« totalement adaptés pour des personnes handicapées », note Jérémie Tourtelier, chargé de mission à Soliha Tarn, qui assure la gestion locative de la résidence financée en partie par la Fondation dans le cadre de son programme « Toits d'Abord », aux côtés de l'État, du Département et de la CAF.



« Aujourd'hui, mon appartement est plus grand, le loyer est moins élevé et les charges bien moins lourdes. »

C'est en lieu et place de l'ancienne école de Cambon d'Albi construite en 1960 que l'association Soliha du Tarn a réalisé une petite résidence de 7 logements très sociaux dont la commune était totalement dépourvue. La Mairie, propriétaire des lieux, ne voulait pas raser le bâtiment et a donc conclu un bail à réhabilitation de 35 ans avec l'opérateur qui a porté le projet, depuis les plans jusqu'au suivi des locataires. « Les travaux ont pris un an et nous avons utilisé toute la surface de l'école, soit 680 m². Les logements sont des T3 et T4, de 80 à 100 m², tous économes en charges, isolés par l'extérieur et équipés de pompe à chaleur eau/air. L'ensemble est labellisé BBC, on a des performances très proches de la construction neuve. 4 logements sont

Un bourg revitalisé

Les locataires sont des familles monoparentales avec 2 ou 3 enfants, bénéficiant d'un loyer très modeste (moins de 4,36 euros/m²). À 37 ans, Carole apprécie d'être installée en plein centre du bourg et de tout faire à pied. « Emmener ma fille à l'école, aller à la pharmacie, à la danse ou faire des courses, tout est accessible ! » Fenêtres à guillotine, façades en bois apportent un plus à la réhabilitation : « Esthétiquement, la résidence est belle, on la remarque de loin. J'ai du parquet dans l'appartement et ma fille de 4 ans a été émerveillée quand elle a découvert la salle de bains. Je suis en rez-de-chaussée et j'ai même un accès privatif à une partie de la cour. C'est un soulagement pour moi d'avoir un logement sain et c'est bon aussi pour le portefeuille ! Aujourd'hui, mon appartement est plus grand, le loyer est moins élevé et les charges bien moins lourdes. J'apprécie aussi les contacts que j'ai avec Soliha qui est réactive au moindre problème. » Carole économise désormais entre 200 et 300 euros par mois, ce qui lui permet de faire des activités avec sa fille, âgée de 4 ans. « J'économise aussi pour plus tard. Dès que j'aurai une situation stable, j'investirai dans mon propre logement. » ■

Pension de famille de Woippy**« Je n'ai plus peur »**

Eliane vient d'installer des petits coussins brodés sur les chaises de sa terrasse, bientôt elle fera quelques plantations.

À l'intérieur, elle présente un par un les bibelots qui racontent sa vie.

« J'ai acheté ces pendentifs pour décorer ma cuisine. On m'a offert cette poupée en porcelaine pour mon anniversaire et ces coussins, je les ai trouvés dans la rue ! Je les ai lavés, ils font très bien sur mon lit, j'adore le rose. » À 69 ans, Éliane est la doyenne de la Pension de famille de Woippy où elle s'est installée en 2003. « Au début, ça n'a pas été facile, je ne connaissais personne... l'assistante sociale m'avait dit de venir ici pour ne pas vivre seule.

J'ai cru que je n'allais pas rester. » Possibilité de déjeuner ou dîner tous les jours avec les autres résidents ; cuisiner, s'occuper des tâches ménagères ou encore pratiquer des activités à l'extérieur, Éliane ne s'en sentait pas capable et n'en avait même plus envie. « *Petit à petit, je m'y suis mise. Régine m'a donné confiance en moi et m'a poussée à faire des choses. Grâce à elle, je me suis inscrite à des cours de cuisine, alors que j'avais vraiment peur des autres.* »

Donner à chacun le temps de se reconstruire, apporter l'écoute et l'attention nécessaires, éviter l'isolement, Régine et Laurie, les deux hôtes de la Pension, respectent l'intimité de chaque résident tout en veillant à son insertion. Une formule inédite, sans limitation dans la durée, qui allie autonomie dans le logement et vie collective, et dont bénéficient aujourd'hui des centaines de personnes dans les 41 Pensions du réseau de la Fondation.

Belle pour remercier

Victime de violence, Éliane s'est retrouvée à la rue après avoir élevé ses 7 enfants. « *J'ai failli mourir. On ne me croira peut-être pas, mais c'est de vivre ici qui m'a sauvée.* » Chaque matin, Éliane prend son café à 9 heures avec les autres résidents. « *Si j'ai envie d'être toute seule chez moi, je prends ma semaine et l'indique à Régine ou Laurie. Je peux déjeuner chez moi, inviter du monde, sortir. J'aime cette liberté. Et si je n'ai pas le moral, je sais que je peux en parler. Ici, on me dit souvent que j'ai bon cœur, ça me fait plaisir. Aujourd'hui, on me reconnaît sur le marché quand je suis sur le stand de la Pension pour proposer de la soupe ou un café ; je discute avec les gens et j'aime ça.* »



« Petit à petit, je m'y suis mise. Régine m'a donné confiance en moi et m'a poussée à faire des choses. »



Dans son studio de plain-pied sur le jardin, Éliane fait des projets. « *Je voudrais m'acheter une belle robe pour que Régine soit fière de moi lorsqu'elle partira en retraite. J'ai tellement de bons souvenirs avec elle, on se connaît depuis 12 ans.* » À côté de son ordinateur, Éliane a posé la photo d'Hugues, son voisin, décédé brutalement cet hiver. « *Depuis qu'il est parti, j'ai décidé de profiter de chaque jour de la vie et de faire mon possible pour aider ceux que je rencontre dans la rue. Ils n'ont pas la chance de vivre ici.* »



Boutique Solidarité de Valenciennes

« On nous a fait du bien »

La Roumanie, leur point de départ, la Grèce, la Belgique et enfin, la France. Irina et son ami sont arrivés en voiture en 2011 à Valenciennes, sans un sou ni un mot de français. À 19 ans, tous deux fuyaient une vie sans avenir et une situation familiale trop dure.



On n'était pas heureux, mes enfants n'auront pas la même enfance que moi. Je veux leur donner autre chose. » Le jeune couple a vécu dans une voiture, puis dans une tente au bord de l'Escaut jusqu'en 2016. L'hiver, ils chauffaient l'eau du canal pour se laver et pour boire. *« On allait à la Boutique dès qu'on le pouvait, pour prendre une douche et un petit-déjeuner ; pour avoir chaud et pour savoir comment faire pour trouver du travail. C'était notre maison. »*

Pendant 5 ans, Irina et Florin vont être épaulés par Marie et Estelle, travailleuses sociales à la Boutique Solidarité de Valenciennes. Premiers mots de français, premières démarches administratives et dès que nécessaire, une écoute bienveillante et des conseils précieux pour maintenir le cap et garder confiance. *« On s'est inscrit à la sécurité sociale, à Pôle emploi grâce à elles, on ne connaissait pas tout ça ! Je leur ai toujours fait confiance. Dès le début, elles ont été là pour nous. Elles ne nous ont jamais jugés et nous ont fait du bien »,* souligne Irina, en choisissant ses mots.

Libre

Et puis un beau jour, un logement social s'est libéré à Raismes, à quelques kilomètres de Valenciennes. Irina sourit : *« On restait assis toute la nuit dans notre lit, on ne savait plus dormir couché. »* Installée depuis 2016 dans un 50 m² du parc social, la jeune femme a la vie dont elle rêvait : *« Je me sens libre, je fais ce que je veux, quand je veux. Je suis soulagée, même si j'ai encore peur de retomber dans ma vie d'avant »,* avoue Irina qui n'a pas oublié ces années de galère et qui croise parfois d'anciennes connaissances de la rue.

« Je me rappelle quand je faisais du feu pour la cuisine... » Irina a désormais de l'eau chaude à volonté, des voilages colorés ornent les fenêtres du salon et des rideaux de dentelle décorent la cuisine. Le jeune couple a récemment acheté une machine à laver le linge. Le reste de l'électroménager a été acquis grâce à une aide financière de la Fondation. Quant au mobilier, il a été donné par des salariés et des bénévoles de la Boutique.

En contrat aidé dans une ferme d'insertion située à 20 minutes à pied de son domicile, Irina travaille 26 heures par semaine depuis 2 ans. Florin est en contrat professionnel à Lille, dans une entreprise de nettoyage où il se rend tous les matins depuis qu'il a son permis. *« Il en est fier. Moi, je suis fière de ma maison... »* Une fierté partagée par Estelle et Marie qui viennent parfois prendre le café : *« Ils ont parcouru un tel chemin, sans jamais baisser les bras. C'est énorme pour eux de réaliser qu'ils ont une vie normale maintenant. Et pour nous aussi. »* ■



En France, parmi les 4 millions de personnes mal logées, 2 090 000 personnes sont privées de confort, 934 000 sont en surpeuplement accentué et 143 000 personnes sont sans domicile.

Depuis 25 ans, la Fondation voue son action au soutien de millions de personnes mal logées et au fil du temps, elle a tissé des liens avec tous ceux qui améliorent la vie des plus fragiles. Aujourd'hui, elle compte 450 partenaires. Un partenariat qui donne force à ceux qui agissent, espoir à ceux qui reçoivent.

25 ANS d'actions

« Avec la Fondation, c'est simple, on gagne deux ans quand on arrive sur un territoire. Ce sont 2 ans d'attente en moins pour les familles mal logées. » Sophie Bondier, directrice des Compagnons Bâisseurs en Nouvelle-Aquitaine est claire. « Nous avons le savoir-faire technique sur nos chantiers d'auto-réhabilitation et la Fondation, en travaillant avec nous, apporte sa notoriété. Bien sûr, elle nous soutient aussi financièrement, mais avec elle, les portes s'ouvrent bien plus vite. Ensemble, nous allons plus loin dans l'accompagnement et couvrons des territoires autrefois inaccessibles. Dans le Lot-et-Garonne par exemple, nous sommes devenus l'interlocuteur de référence du département. Depuis peu, un service mobile pour atteindre les familles les plus isolées est également déployé. »

En 2018, la moitié des chantiers de réhabilitation de l'association sera réalisée grâce au soutien de la Fondation. Sans parler des ateliers et des animations développés un peu partout dans la région pour faire connaître son action. « Nous sommes plus qu'un opérateur technique, nous apportons une plus-value sociale aux familles, nous les aidons à ouvrir leur porte, à sortir de l'isolement et de la honte. » Ce fut le cas pour Nunes,

dont la maison insalubre a été en partie réhabilitée par les Compagnons Bâisseurs. « On n'a pas réfléchi seulement au bâti, on a aussi pensé "habiter mieux" au sens social du terme et ça a abouti à la création d'une chambre pour le père qui n'en avait pas. » Sur ce chantier, comme souvent, les jeunes bénévoles de l'association ont sympathisé avec le propriétaire et ses enfants et des liens se sont créés. L'exemplarité s'est même révélée contagieuse et le bénévolat a fait des émules jusque chez les artisans qui sont intervenus un peu au-delà de leur propre devis. « Nous allons bientôt franchir une nouvelle étape avec la Fondation en mutualisant nos bénévoles et leurs compétences, cela va être fabuleux pour les familles ! »

Effet levier

Agir au plus près des habitants en les associant à l'amélioration de leur devenir, en leur donnant le pouvoir d'agir, c'est aussi le défi que Mohamed Mechmache relève dans les quartiers populaires de Clichy-sous-Bois et Montfermeil : « On va même plus loin maintenant avec le projet "Oxygène". On voudrait que les habitants ne soient plus seulement ■■■■

☞ Inauguration de 5 logements très sociaux, à Lardy, en 2015, par la Fondation Abbé Pierre et SNL Essonne.



© Pierre Faure

■ *acteurs, mais qu'ils soient auteurs. Grâce à la Fondation, notre action a été reconnue par la CAF et un centre social va voir le jour dans le quartier des Bois-du-Temple. Les habitants vont y créer leur association et participer au conseil d'administration.* » Une étape ô combien symbolique pour l'association Collectif « Liberté Égalité Fraternité Ensemble et Unis » (ACLEFEU), alors qu'aucun dispositif de vie sociale n'existe dans cette cité HLM de 710 logements. « *On est en pleine désertification des services publics, l'État doit vraiment faire quelque chose. Dans ces quartiers, la Fondation est vraiment la soupape.* »

Malgré la désillusion du plan Borloo des banlieues réduit à quelques mesures annoncées par le Président Macron fin mai, Mohamed, directeur d'ACLEFEU continue de délivrer le même message : « *Les habitants ne sont pas un problème, ils sont au contraire une partie de la solution.* » Citoyenneté, accès aux droits, alphabétisation, parentalité, émancipation des habitants, l'association accompagne plus de 800 familles depuis 6 ans. Et pour repousser les frontières de l'exclusion, elle a même réalisé un tour de France en 2013 pour partager son expérience et développer son combat pour la mixité sociale. « *La Fondation, ce n'est pas juste un financement qui nous permet*

↑ **Une famille vient de s'installer dans l'une des maisons du village Emmaüs à Ivry-sur-Seine, en 2017.**

de vivre depuis tout ce temps, c'est aussi un soutien humain et logistique. C'est grâce à elle que nous avons fait notre 1^{re} conférence de presse en 2013. Sans elle, tout serait bien plus compliqué... » Aujourd'hui, ACLEFEU continue de faire partir une vingtaine de familles très modestes au bord de la mer une quinzaine de jours chaque été; elle poursuit ses actions culturelles, soutient les familles pour la reconnaissance de leurs droits. Des habitants qui se transforment en armée de bénévoles pour exprimer leur reconnaissance. « *On a servi 500 repas aux migrants de la porte de la Chapelle; on organise aussi des maraudes. Les familles ne comptent pas leurs heures. L'élan de solidarité ne faiblit pas, on voit la dignité remplacer la honte.* »



« On voudrait que les habitants ne soient plus seulement acteurs, mais qu'ils soient auteurs. Grâce à la Fondation, notre action a été reconnue par la CAF et un centre social va voir le jour dans le quartier des Bois-du-Temple. »

Mohamed Mechmache, directeur d'ACLEFEU



« À 6 euros/mois/m² en moyenne, les loyers de nos logements relèvent clairement du défi et sans la Fondation, ça ne serait pas possible »

Jean-Marc Prieur, directeur de Solidarités Nouvelles pour le Logement en Essonne

Incontournable

Dans l'Essonne, autre public mais même combat. 54224 ménages sont en attente d'un logement social et 2000 personnes sans logement dorment en hôtels meublés tous les soirs. « Nous recevons 3 dossiers éligibles par jour, soit un millier par an. Nos locataires sont en grande majorité des familles monoparentales pour lesquelles les loyers sur le marché privé et même dans le parc public sont aujourd'hui inaccessibles. » Dans ce département, la précarité et le décrochage de la demande par rapport à l'offre ont augmenté significativement depuis 5 ans. « À 6 euros/mois/m² en moyenne, les loyers de nos logements relèvent clairement du défi et sans la Fondation, ça ne serait pas possible », note Jean-Marc Prieur, directeur de Solidarités Nouvelles pour le Logement en Essonne, association qui compte 500 logements d'insertion. « Le soutien de la Fondation est indispensable là où nous voulons faire de la mixité sociale, en zone tendue, pour qu'il y ait une vraie insertion des ménages. Grâce à son apport technique, nous faisons du "beau" abordable tout en respectant le patrimoine. En moyenne, SNL Essonne produit 25 nouveaux logements par an. « Outre le soutien financier, l'expertise technique du programme "Toits d'Abord" nous a appris à prendre en compte la qualité thermique et acoustique du bâti. En soulevant le problème de la précarité énergétique des ménages, la Fondation a donné à la maîtrise de l'énergie une autre dimension. Cette capacité à mettre des sujets spécifiques sur la table, à repérer les problématiques, à les quantifier et à les analyser, c'est vraiment fondamental. Agir avec la Fondation, c'est la meilleure façon de répondre aux besoins de nos publics » appuie Jean-Marc, pour qui le rôle de pilotage et d'interpellation de la Fondation ont changé la donne sur le plan opérationnel et politique. Et de conclure : « C'est elle qui fait bouger les lignes ». ■



© Ljubisa Danilovic



EDF : 6 millions d'euros d'ici 2020 pour « Toits d'Abord »

Moteur du programme de soutien à la production de logements très sociaux depuis son lancement en 2012, EDF a renouvelé son engagement au travers du dispositif de certificats d'énergie précarité* jusqu'en 2020. Ce partenariat exclusif a permis en 6 ans d'apporter un soutien financier à la création de 3800 logements économes en charges aux loyers très modestes pour les personnes les plus en difficulté. « Nous sommes très sensibles à l'action de la Fondation en faveur des plus fragiles. EDF est convaincue qu'il faut agir sur le bâti et offrir aux personnes en difficulté des logements plus économes. Nos valeurs sont celles du respect de l'individu, de la responsabilité et de la solidarité. Avec la Fondation, nous souhaitons aller encore plus loin dans l'amélioration de la performance énergétique, en agissant aussi sur les émissions de carbone. Nous souhaiterions aussi développer nos actions de sensibilisation aux économies d'énergie auprès des personnes qui en ont le plus besoin et que la Fondation connaît mieux que nous », précisent Juliette Cherubini et Claire Roussin, respectivement chef du département Environnement et Solidarité et chef de projet Solidarité EDF.

*Ndlr : Le dispositif des Certificats d'économie d'énergie (CEE) créé en 2006 repose sur une obligation de réalisation d'économie d'énergie imposée par l'État aux vendeurs d'énergie.



Santé, assainissement et éducation au Sri Lanka

Les inondations de mai 2017 ont dévasté la région Sud du pays et des centaines de familles ont été sinistrées et touchées par la propagation de la dengue.

La Fondation, partenaire de Padem (Programmes d'Aide destinés aux Enfants Du Monde) et Life for all Foundation (LFA) est intervenue dans 2 districts, Matara et Galle. La distribution de moustiquaires, linge de maison, draps à plus de 800 familles a été la priorité. Puis, les enfants ont reçu des kits scolaires et les écoles ont été équipées.

La Fondation a également participé au financement du nettoyage de 32 puits, de dizaines de «shramadana» (campagnes de nettoyage et de fumigation), ainsi qu'à la construction de 31 latrines par des entreprises locales. L'implication des autorités locales et la participation active et enthousiaste des bénéficiaires ont assuré la réussite de ce projet exemplaire.

↑ Une école maternelle équipée grâce au financement de la Fondation.

➔ L'une des latrines installées dans un village sinistré.





© Sébi / Godefroy

La parole à Raymond Etienne

« Tais-toi et fais ! »

À Pont-Saint-Esprit en 1992, à Saint-Denis de la Réunion pour la présentation du 23^e rapport sur l'État du mal-logement en 2018 ; aux côtés de l'abbé Pierre à l'Assemblée nationale en 2004 pour les 50 ans de l'Appel, Raymond Etienne a été le président de la Fondation pendant 25 ans. « Une Fondation dans laquelle j'ai mis toute

ma confiance dès le début, lorsque j'ai rencontré des hommes tels que Louis Besson et Jacques Monestier. En tant que Président d'Emmaüs France, en 1988, je connaissais surtout le monde des communautés, mais l'Abbé m'a dit : « Viens, on va s'occuper du logement des personnes défavorisées. »

En 1991 ? alors que l'on parle déjà de "sans-abri" et de "nouveaux pauvres", il inaugure la première Boutique Solidarité avec Simone Veil, rue Bichat, à Paris. « On avait fait le pari fou de tendre la main en plein cœur de la ville. D'ouvrir une Boutique où justement on ne vendait rien. Aujourd'hui, les 30 Boutiques Solidarité de la Fondation font partie du décor et ne pourront jamais être fermées. C'est la même chose pour les Pensions de famille, la Fondation a été à l'origine de ces lieux de vie que de nombreux maires souhaiteraient avoir sur leur commune... C'est grâce à la générosité de nos donateurs et aux salariés qui les animent que de tels endroits font chaque jour "la guerre à la misère", comme le disait l'Abbé.



« Je crois que la Fondation n'a jamais cessé d'être en action et que les vrais héritiers de l'Abbé sont ceux et celles qui sont sur le terrain. »

Année après année, la Fondation s'est développée sur tout le territoire. De l'Agence historique de Marseille, à la création de l'Agence Occitanie en 2016, 9 structures ont ouvert leur porte. « Chacune d'elle répond à ce que nous voulions au début : être au plus proche des personnes, des familles et de leurs besoins en matière de logement. Pour les aider bien sûr, mais aussi pour peser dans le débat politique auprès des élus locaux et de tous les décideurs. On ne peut pas se battre si on n'est pas sur le terrain. »

Raymond Etienne cite encore l'histoire lorsqu'il évoque les actions de la Fondation à l'international : « J'étais là, en 1989, lorsque l'abbé Pierre a demandé que 10 % de notre première collecte de dons soit dédié à des actions de solidarité internationale. Je pense que la Fondation peut être fière de ce qu'elle a réalisé en 25 ans. L'abbé Pierre avait l'habitude de dire : "Tais-toi et fais". Je crois que la Fondation n'a jamais cessé d'être en action et que les vrais héritiers de l'Abbé sont ceux et celles qui sont sur le terrain. » ■



« On avait fait le pari fou de tendre la main en plein cœur de la ville. D'ouvrir une Boutique où justement on ne vendait rien. »

Nos donateurs témoignent

Melle J, la Muraz (Haute-Savoie)

Suite au décès de son père, Melle J. a envoyé plusieurs chèques d'une valeur totale de plus de 700 euros, au profit des actions de la Fondation, répondant à la volonté de ce fidèle donateur : « Il avait à cœur le bien d'autrui et c'est une façon pour lui de participer à l'amélioration du sort des plus petits »

M. R, Lyon (Rhône)

« La mise en place du prélèvement à la source va t-elle changer quelque chose à la réduction d'impôt ? »

Non, pas d'inquiétude, cela ne change rien au principe de la déduction fiscale de 75% (voir schéma). N'attendez pas pour faire vos dons 2018. Sans vous, la Fondation ne peut poursuivre le combat de l'Abbé Pierre.



ET001BSABO

Bon de soutien et d'abonnement

À renvoyer à Fondation Abbé Pierre, 3-5, rue de Romainville, BP 90300, 75921 Paris cedex 19

Oui, je décide de m'abonner au journal trimestriel de la Fondation Abbé Pierre: « et les autres ? » pour connaître ses actions, ses enjeux et ses résultats. 4 € pour 4 numéros par an.

Oui, je soutiens la Fondation Abbé Pierre par un don de : €

M^{me} M^{lle} M.

Nom:

Prénom:

Adresse:

Code postal: Ville:

J'accepte de recevoir des informations de la Fondation Abbé Pierre à cette adresse:

..... @

Règlement: chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de la **Fondation Abbé Pierre**

La Fondation Abbé Pierre s'engage à protéger vos données personnelles et à les enregistrer dans un fichier informatisé en toute sécurité chez des prestataires de confiance. Leur traitement est réalisé par le service de la relation donateurs de la Fondation, pour gérer vos dons et envoyer vos courriers et reçus fiscaux. Vous pouvez exercer votre droit d'accès, de rectification et de suppression en contactant la Fondation Abbé Pierre, 3 rue de Romainville, BP 90300, 75921 Paris cedex 19. Tél : 01 55 56 37 25. Email : service.donateurs@fondation-abbé-pierre.fr. Par notre intermédiaire, vous pouvez recevoir des courriers d'autres associations ou organismes partenaires, sauf si vous vous y opposez en cochant cette case :

La Fondation réagit

En créant la première Boutique Solidarité en 1991, la Fondation inventait purement et simplement l'accueil de jour inconditionnel. Accessible à tous, sans exception d'âge, de couleur, de religion ou d'appartenance. Aujourd'hui, son réseau compte 30 Boutiques réparties sur tout le territoire. Les personnes à la rue y trouvent le repos et la sécurité ; reçoivent un peu de chaleur humaine et de multiples services pour recouvrer leur dignité.

Mais agir sur le terrain pour « faire la guerre à la misère » ne suffit pas. Combien faudrait-il d'Appels comme celui de l'hiver 54 pour que plus personne ne dorme dehors ? Consciente de l'ampleur du combat, la Fondation lutte sans relâche sur le front politique pour faire entendre la voix des « sans-voix ». Car il s'agit bien de volonté politique pour venir à bout de la misère.

Proposer un plan à cinq ans pour atteindre l'objectif de « 0 personne à la rue » n'a rien d'utopique en 2018 si l'État et les collectivités prennent leur part de responsabilités. De fait, il est bel et bien du ressort de la puissance publique de défendre l'intérêt général et de préserver l'accès aux droits et la liberté de chacun. Ne l'oublions pas.



Car il s'agit bien de volonté politique

pour venir à bout de la misère



Grâce à son combat contre le mal-logement, la Fondation a participé à la promulgation d'articles de lois qui ont permis de réelles avancées favorisant l'accès et le maintien dans le logement des personnes en difficulté. Mais elle reste vigilante car les motifs économiques ont tôt fait de fragiliser ces droits pourtant fondamentaux. Et c'est aussi pour cela qu'à chaque fois que les choix politiques ne sont pas à la hauteur des enjeux humains ou pire encore, lorsque la puissance publique choisit de laisser se dégrader des situations inacceptables, qu'elle s'insurge et demande justice au nom des plus faibles.

En mai dernier, elle a dénoncé fortement la persistance de campements de personnes réfugiées dans Paris où plus de 2400 adultes et enfants vivent dans l'abandon et l'indignité et où les conditions de survie se dégradent de jour en jour. Il y a urgence et ce doit être une affaire d'État. Et l'affaire de tous, en consciences éclairées.

Encourager la solidarité et la fraternité, faire front avec le plus grand nombre et faire comprendre la gravité des grands problèmes de notre époque, c'est le combat que la Fondation a fait sien. Dans notre pays, 5^e puissance mondiale où 4 millions de personnes sont mal logées, il a lieu chaque jour. ■

2006 : La Fondation et l'abbé Pierre interpellent les députés

Le 24 janvier, l'Abbé et la Fondation soutiennent la loi SRU mise en cause par l'État. Ce combat aboutit à un succès : le 5 avril, le Sénat rejettera l'élargissement du quota de 20 % de logements sociaux à l'accession à la propriété qui dénaturait le texte initial relatif à l'obligation faite aux communes appartenant à des agglomérations de plus de 50 000 habitants d'atteindre 20 % de logements sociaux à l'horizon 2020.



© Séb! Godefroy

2018 : projet de loi ELAN

Outre le retour en arrière sur l'encadrement des loyers (prévu par la loi Alur) — il ne serait plus que facultatif et expérimental — la Fondation dénonce la volonté de l'État d'inciter à la vente de 40 000 logements sociaux par an, alors que près de 2 millions de ménages sont en attente d'un logement social. Enfin, la création d'un « bail mobilité » meublé de courte durée (1 à 10 mois) pour les personnes en formation ou en contrats courts, risque de se transformer en bail précaire pour les précaires, redoublant dans le logement la précarité subie sur le marché du travail.

Trêve hivernale, Dalo, loi « Égalité et citoyenneté » : un pas en avant, un pas arrière



Décembre 1956 : trêve hivernale

3 ans après l'Appel de l'abbé Pierre, la loi interdit toute expulsion locative entre le 1^{er} décembre et le 15 mars de l'année suivante. En 2008, la trêve hivernale locative est doublée d'une trêve énergétique (impossibilité de couper l'électricité et le chauffage pendant cette période).

5 mars 2007 : Droit au logement opposable (Dalo)

Malgré la reconnaissance de ce droit fondamental que la Fondation a toujours appelé de ses vœux, les expulsions locatives ont augmenté de 140 % en 15 ans et aujourd'hui menacent même parfois les personnes reconnues prioritaires au titre de la loi Dalo.

Moratoire sur les expulsions locatives

Hausse continue des loyers, précarisation des ressources, fragilité des ménages les plus modestes... depuis plus de 10 ans, la Fondation demande

instamment qu'un moratoire sur les expulsions locatives soit instauré et qu'une véritable politique de prévention des expulsions soit menée (accès aux droits des personnes, accompagnement social des ménages...). Depuis 2009, la plateforme de la Fondation « Allô Prévention Expulsion » a accompagné plus de 13 000 ménages.

24 mars 2014 : Accès au Logement et un Urbanisme Rénové

Encadrement des loyers en zones tendues, soutien des copropriétés dégradées... La loi Alur se penche également sur la trêve hivernale qui est rallongée de 15 jours et s'étend depuis lors jusqu'au 31 mars.

27 janvier 2017 : loi « Égalité et citoyenneté »

Pour la première fois, les habitants des « bidonvilles » bénéficient de la trêve hivernale, conformément à la loi « Égalité et citoyenneté », une mesure attendue par la Fondation. ■

29 Juillet 1998 : Loi relative à la lutte contre les exclusions

En 1998, un ménage français sur dix dispose de revenus inférieurs au seuil de pauvreté. Le gouvernement décide de voter une loi contre les exclusions. On retrouve dans son volet logement, des préoccupations de la Fondation mises en avant depuis sa création : éviter à tout prix la perte du logement, sortir du surendettement,

conserver des moyens pour vivre décemment, éviter les atteintes à la dignité. Comme le stipule l'article premier de la loi, « *La lutte contre les exclusions est un impératif national fondé sur le respect de l'égalité de dignité de tous les êtres humains et une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la Nation* ». ■



Point de vue

« Le rapport, c'est une belle aventure ! »



« C'est assez rare de participer à un travail qui réussisse à cumuler de fortes exigences, de la rigueur et une responsabilité vis-à-vis des personnes mal logées dont nous rendons compte. »

Chercheur à l'IEP de Grenoble, René Ballain a été l'un des premiers rédacteurs du rapport sur l'État du mal-logement et depuis 24 ans, il participe à sa rédaction.

Quand est-ce que le terme mal-logement est apparu ?

C'est la Fondation qui a lancé ce terme. Ce qui est assez paradoxal, c'est que nous l'avons utilisé en 2000, pour son caractère évocateur, sans le définir précisément ! Nous ne voulions pas limiter l'analyse aux seules personnes sans abri, ou à celles vivant dans de mauvaises conditions d'habitat, mais prendre en compte les difficultés nouvelles d'accès et de maintien dans le logement. Le terme « mal-logement » nous a permis de regrouper toutes ces situations qui avaient pris de l'importance dans les années 90. Chaque année, nous définissons le mal-logement au travers de 5 dimensions qui constituent le tableau de bord du rapport. Je me souviens avoir beaucoup plaidé à l'époque pour que nous prenions en compte également les inégalités de destin résidentiel, car les perspectives de logement ne sont pas les mêmes selon les catégories sociales...

En 2004, pour les 50 ans de l'Appel, le rapport a eu une dimension interpellative plus forte.

Peut-on parler de tournant ?

Oui, pour moi les années charnières ont été 2004 et 2005. On a effectivement commencé à évaluer les politiques publiques en matière de logement et le rapport a pris une vraie dimension interpellative qui n'était pas encore la sienne. Jusqu'à cette époque, il était surtout destiné à informer les acteurs de terrain, le monde associatif. Le rapport 2004 marquant le cinquantième anniversaire de l'appel de l'abbé Pierre, est présenté à la Sorbonne devant 1300 personnes. À partir de 2005, le ministre du Logement est convié à la présentation et intervient ; le rapport devient un rendez-vous important et les outils de connaissance que nous avons forgés les années précédentes serviront désormais à interpellier la puissance publique. À partir de là, le rapport prend une nouvelle dimension et les présentations n'ont plus rien à voir avec les premières manifestations où nous étions une cinquantaine et où 3 ou 4 journalistes étaient présents.

Et maintenant, selon vous, quelle évolution à venir ?

La préparation du rapport 2019 a commencé début mai. Ce qui est important aujourd'hui, c'est que les régions se sont appropriées cet outil. Au début, la Fondation présentait le rapport national en province, aujourd'hui ses 9 Agences produisent leur propre analyse, en s'appuyant sur la version nationale. Je pense que c'est une évolution qui correspond bien à la nécessité de prendre en compte les situations et les politiques locales. Et l'on retrouve tout à fait la vocation première du rapport : se baser sur une réalité sociale forte dont on tire une connaissance rigoureuse et à partir de là, développer une parole crédible. Pour le chercheur que je suis, ce rapport est une très belle aventure de recherche et d'interpellation collective. C'est assez rare de participer à un travail qui réussisse à cumuler de fortes exigences, de la rigueur et une responsabilité vis-à-vis des personnes mal logées dont nous rendons compte. ■

ICF Habitat: un don de 11630 euros

6 500 cartons de dossiers de gestion locative triés et collectés, 350 collaborateurs formés à la gestion électronique de document. ICF Habitat, bailleur social logeant quelque 250 000 personnes, a relevé un double pari, celui de passer quelque 8 millions de feuilles de papier au format numérique et de transformer cette opération de grande ampleur en événement solidaire au profit de la Fondation Abbé Pierre. Au total, le bailleur a réuni la somme de 11 630 euros, un don exceptionnel illustré par un chèque grand format remis au président de la Fondation le 28 mars dernier. « Cette opération a été l'occasion de tisser de nouveaux liens avec la Fondation Abbé Pierre avec qui nous partageons beaucoup. Montrer ainsi notre utilité sociale dans le contexte francilien particulièrement tendu, c'est très important. » a précisé Jean-Luc Vidon, directeur général d'ICF Habitat. ■



IKEA France, partenaire depuis près de 15 ans

« Nous avons beaucoup appris tout au long de ces années aux côtés de la Fondation et comptons prolonger notre soutien à ses actions »

Depuis 14 ans, IKEA France a équipé 40 Boutiques Solidarité, 51 Pensions de famille et 7 Agences régionales. Pierre Deyries, Directeur du développement durable, est à l'origine de ce partenariat parmi les plus anciens qui associe depuis le début de nombreux salariés des magasins du groupe: « Bénévolement, nos monteurs et nos architectes d'intérieur se rendent sur les chantiers d'envergure pour apporter leurs compétences. « Pour moi, c'est aussi important que le don de matériel et d'équipements



que nous faisons régulièrement. Ces actions concrètes auprès des personnes les plus démunies nous permettent de mieux comprendre le combat de la Fondation et de mieux nous y associer. Nous essayons aussi ponctuellement de faire passer ses messages dans le

journal "Ikea Family Magazine" et dans les linéaires de nos magasins. »

Au total, 120 projets d'aménagement de lieux d'accueil et logements soutenus, via des cartes cadeaux dans 47 départements ; une double opération au profit de la FAP en magasins de 2008 à 2014 (cartes de dons et cartes Ikea Family), ainsi qu'un important mécénat financier. Enfin, plus récemment, avec l'équipement de 10 logements pour des jeunes en situation précaire à Saint-Etienne, IKEA France souhaite aujourd'hui diversifier et renforcer son partenariat pour « donner encore plus d'impact au combat contre le mal-logement auprès de nos salariés et de nos clients ». ■

E. Leclerc: l'affaire est dans le sac!



Le mouvement « E. Leclerc » et la Fondation Abbé Pierre ont lancé le 26 juin dernier un partenariat inédit sur une période de 2 ans: des millions de sacs illustrés de 6 œuvres du célèbre artiste graffeur JonOne, seront proposés en caisse (consignés, ils seront réutilisables et échangeables à vie). Dans le cadre de ce partenariat inédit, l'artiste de street-art reverse l'intégralité de ses droits à la Fondation sous forme de don par les Centres E. Leclerc, à hauteur de 50 000 euros. ■



Claude P. (Draguignan)
Gilbert P. (Saint-Ambroix)
Ghislaine M. (Maisons-Alfort)
Jean A. (Saint-Etienne)
Evelyne B. (Lisieux)
Céline C. (Lyon)
Gisèle B. (Gap)
Jacqueline B. (Lyon)
Famille S. (Montélimar)
Geneviève D. (Valence)
Prunelle N. (Noyon)
Chantal D. (Clermont-Ferrand)
Anne-Marie S. (Toulouse)
Pierrette L. (Nantes)
Simone M. (Paris)
Edwige G. (Paris)
Solange J. (Dozulé)
Marie-Thérèse R. (Lyon)
Clémentine M. (Thionville)
Marie-Andrée B. (Strasbourg)

Gilberte T. (Paris)
Madeleine L. (Damgan)
Huguette L. (Paris)
Gisèle B. (Liévin)
Georges B. (Montpellier)
Marie-Thérèse F. (Paris)
Maurice G. (Cesoy-en-Montois)
Francis F. (Foix)
Nicole S. (Arzens)
Anne T. (Paris)
Madeleine F. (Paris)
Bernadette F. (Montpellier)
Gilberte B. (Digne)
Philippe S. (Le Dorat)
Philippe J. (Paris)
Marie-Rose V. (Draveil)
Geneviève G. (Dijon)
Micheline G. (Puteaux)
Jacqueline D. (les Monthairons)
Marguerite C. (Villefranche s/Saône)

Guy B. (Crots)
Marie L. (Nice)
Adèle L. (Arras)
Nicolle P. (Aubagne)
Monique M. (Marseille)
Jean-Pascal M. (Paris)
Marcel R. (Marvejols)
Bernadette M. (Nancy)
Bernard S. (Paris)
Jean-Marc E. (Paris)
Thérèse L. (Saint-Ouen)
Pascal M. (Semelay)
André V. (Tassin-la-Demi-Lune)
Marie V. (Viroflay)
Thomas M. (Rilleux-la-Pape)
Royer MJ (Falaise)
Limburg J. (Allier)
Irène D. (Seine-Maritime)
Roger B. (Malestroit)
Lucienne S. (Cannet-en-Roussillon)

MERCI!

Merci à tous ceux qui ont légué à la Fondation Abbé Pierre. Sans eux, rien de ce que nous avons pu réaliser jusqu'à présent n'aurait été possible. En effet, c'est seulement grâce à la générosité de ses fidèles donateurs que la Fondation peut agir librement contre le mal-logement et dénoncer ce fléau en toute indépendance. Aujourd'hui, grâce à un legs, une assurance-vie ou une donation, exonérés de droits de

succession et de mutation, vous pouvez vous aussi offrir les moyens dont la Fondation a besoin pour financer ses actions en faveur des personnes les plus démunies. N'hésitez pas à nous contacter !

fondation-abbé-pierre.fr/legs
Aidez-nous à agir !



DEMANDE D'INFORMATIONS LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE

Coupon à compléter, à détacher
et à envoyer sous enveloppe timbrée à :

FONDATION ABBÉ PIERRE
Relation Legs et Donations
3, rue de Romainville, 75019 Paris.

OUI, je souhaite recevoir gratuitement et sans engagement de ma part, la brochure d'informations « Legs, donations et assurances-vie » de la Fondation Abbé Pierre.

M^{me} M^{lle} M.

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

OUI, je souhaite être contacté(e) par téléphone au numéro suivant :

Pendant la journée, de préférence entre heures et heures.



Photo offerte par Laurent Gille

En mémoire

« L'urgence est aux partages »

(...) «Le monde entier, aujourd'hui sait tout. Même le plus pauvre sait ce qui se passe, presque instantanément d'un bout du monde à l'autre. Il voit les photos indécentes de ceux qui ont des logements luxueux, des habits et de la nourriture en surabondance (...)»

Ainsi s'exprimait l'Abbé Pierre lors d'une conférence qu'il avait donnée dans les années 80, à Paris. Une quarantaine d'années plus tard, que dirait-il de l'état de notre monde? Un monde où le fossé entre les plus riches et les plus pauvres se creuse chaque jour davantage et dans lequel la fraternité, la solidarité ont tant de mal à s'imposer?

Que dirait-il de la situation en France où 10 % des plus riches, des plus privilégiés détiennent plus de la moitié de la richesse nationale et où plus de 140 000 personnes, sans aucune ressource, sont condamnées à vivre dans la rue ou sans domicile?

Que dirait-il face aux réformes économiques actuelles du Gouvernement qui, sous prétexte de productivité et de compétitivité, ne s'attaquent pas sérieusement aux inégalités et laissent se multiplier les injustices?

Nous qui l'avons connu, qui l'avons entendu s'exprimer et se battre sur tous les fronts pour défendre les plus fragiles, les « sans-voix », pensons

qu'il pousserait un formidable « coup de gueule » comme il savait le faire, interpellant la classe politique sans ménagement. Rappelons-nous!



« Vous les Politiques, ne croyez-vous pas qu'il serait temps, plutôt que de vous faire la guerre pour le pouvoir, d'élaborer un programme contre les injustices et la pauvreté ? »

Abbé Pierre, 1980

Vous les Politiques, ne croyez-vous pas qu'il serait temps, plutôt que de vous faire la guerre pour le pouvoir, d'élaborer un programme contre les injustices et la pauvreté? (Abbé Pierre, 1980)

Mais les « Politiques » continueront à faire la sourde oreille si nous, citoyens, n'exigeons pas de

changement. À nous de leur demander d'agir pour un partage plus juste des ressources. À nous de nous mobiliser autour des valeurs qu'il nous a léguées, tellement pertinentes aujourd'hui.

En 1989, l'abbé Pierre disait encore avec le mouvement Emmaüs: « L'urgence est aux partages ».

C'est aujourd'hui de l'extrême urgence avant que la peur, la violence, la colère ne s'installent définitivement ici et ailleurs. Notre responsabilité est engagée pour mener un combat que notre fondateur définissait ainsi:

« ... Il n'est pas vrai que la misère soit inéluctable. Mais il est vrai que lutter contre la misère est un combat quotidien. Dans ce combat, nous ne sommes jamais sûrs de gagner mais je suis sûr que c'est un devoir de l'entreprendre et d'y investir toutes ses énergies. » ■

Raymond Etienne,
Président du groupe
de la mémoire Abbé Pierre.